



# Rapport annuel 2007

# AMÉRIQUES

Le degré de développement économique ou le niveau démocratique d'un pays garantissent-ils à sa presse une réelle liberté ? Pas si l'on en juge par la situation des Amériques en 2006, où la tenue de douze élections majeures aura coïncidé avec un sombre bilan pour les journalistes. De cinq en 2002, à sept en 2005 (avec un triste intervalle de douze en 2004), le nombre de journalistes tués sur le continent est passé à seize, auxquels s'ajoutent quatre disparus.

Le Mexique totalise neuf tués et trois disparus, dans un contexte d'expansion du narcotrafic et d'instabilité politique aggravé par l'explosion de la crise sociale dans l'Etat de Oaxaca à partir du mois de mai, et l'élection controversée de Felipe Calderón lors de la présidentielle du 2 juillet. La mort par balles du cameraman américain de l'agence *Indymedia*, Brad Will, en plein tournage, pendant une manifestation d'instituteurs, le 27 octobre à Oaxaca, illustre à la fois la violence des autorités, et la persistance de l'impunité. Deux policiers impliqués dans l'assassinat du journaliste, et réputés proches du gouverneur local, ont été relâchés un mois à peine après leur arrestation.

Trois journalistes ont été tués en Colombie, et près d'une dizaine d'autres obligés de quitter leur région, voire le pays, sous la menace. La rupture des pourparlers entre le gouvernement et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) entrave à nouveau l'accès des médias à certaines régions. L'échec de la démobilisation des paramilitaires d'extrême droite, souvent reconvertis dans le narcotrafic et le meurtre sous contrat, fait courir de hauts risques aux journalistes locaux dans les départements du Nord. Des paramilitaires "démobilisés" seraient à l'origine de l'attentat perpétré, le 4 février à Montería (Nord), contre Gustavo Rojas Gabalo, de *Radio Panzemu*, décédé après quarante-quatre jours d'hospitalisation.

#### LES PRISONS DES CARAÏBES

Unique dictature du continent, Cuba n'est plus seule à incarcérer les journalistes, mais tient toujours son rang de deuxième prison du monde pour la presse avec vingt-quatre détenus. La succession de Fidel Castro par son frère Raúl à la tête de l'Etat, le 31 juillet, n'a rien modifié à l'attitude du régime envers les médias dissidents. Une multiplication des actes d'intimidation et des convocations par la police politique a marqué le second semestre. Deux journalistes, arrêtés en 2005, ont été libérés, mais deux de leurs collègues ont été envoyés derrière les barreaux : Armando Betancourt, collaborateur indépendant de *Nueva Prensa Cubana* à Camagüey, détenu sans jugement par la Sécurité de l'Etat depuis le 23 mai, et Raymundo Perdigón Brito, fondateur de l'agence *Yayabo Press*, condamné à quatre ans de prison, le 5 décembre, pour "dangerosité sociale". Un troisième, Guillermo Espinosa Rodríguez, de la *Agencia de Prensa Libre Oriental* (APLO), a écopé de deux ans d'assignation à résidence.

Un vingt-cinquième journaliste est détenu à Cuba, cette fois sous la garde de l'armée américaine, sur la base militaire de Guantanamo. Sami Al-Haj, cameraman soudanais de la chaîne qatarie *Al-Jazira*, fait partie des 400 "ennemis combattants" détenus, hors de tout cadre juridique, par les Etats-Unis au nom de la "guerre contre le terrorisme". Incarcéré sans charge, soumis à des interrogatoires quasi quotidiens, Sami Al-Haj a entamé, le 13 juin, sa cinquième année de captivité au sein de cette base, dont la communauté internationale réclame désormais la fermeture.

A ce scandale juridique et humanitaire s'ajoute une nette dégradation de la liberté de la presse aux Etats-Unis, qui s'est manifestée avec l'emprisonnement, à deux reprises, du blogueur californien Josh Wolf, en août puis en septembre. Le jeune homme risque de demeurer en cellule jusqu'en juillet 2007, tant qu'il ne livrera pas des archives vidéo à la justice. Une quinzaine d'affaires touchant au secret professionnel font l'objet d'une procédure au niveau fédéral, alors que 33 Etats de l'Union reconnaissent aux journalistes le droit à la confidentialité. Un projet de loi fédéral en ce sens, déposé en février 2005, n'a toujours pas été débattu ni voté.

#### TRANQUILLITÉ OU LIBERTÉ ?

Le contraste s'étend en Amérique centrale entre trois types de pays. Au Costa Rica et au Panama, la presse jouit d'une relative liberté. Au Nicaragua et au Salvador, la rareté des attaques contre les journalistes doit moins à une liberté réelle qu'à la mainmise des politiques sur les médias et à l'autocensure. Au Guatemala et au Honduras, ces difficultés se conjuguent à des violences contre la presse trop indocile. La presse guatémaltèque a été endeuillée par l'assassinat, le 9 septembre, du journaliste de radio

Eduardo Maas Bol. Vinicio Aguilar Mancilla, de la station indépendante *Radio 10*, a réchappé d'un attentat en août.

En Haïti, la presse n'a eu à subir que quelques agressions ou abus d'autorité. Cependant, justice n'a toujours pas été rendue pour les journalistes assassinés pendant la présidence de Jean-Bertrand Aristide ou sous le gouvernement de transition. En liberté, les auteurs présumés de ces crimes osent même se montrer. Le nouveau gouvernement de René Prével aura fort à faire pour instaurer un système pénal juste et efficace.

L'Amérique du Sud a aussi apporté son lot de tragédies avec trois tués et un disparu. En Equateur, deux journalistes ont été assassinés à vingt-quatre heures d'intervalle en février, mais seule la mort de José Luis León Desiderio, de *Radio Minutera*, pourrait avoir un lien avec ses activités. Au Paraguay, la disparition et le probable assassinat, le 4 février, d'Enrique Galeano, de la station *Radio Azotey*, et un attentat manqué contre un journaliste du quotidien *ABC Color*, ont révélé combien la presse restait exposée face aux connexions douteuses entre certains responsables politiques et le crime organisé. Avec une centaine de cas d'agressions et de menaces, le Pérou détient toujours le record continental des brutalités contre la presse. Deux élus, commanditaires présumés de l'assassinat de deux journalistes en 2004, y ont bénéficié d'une scandaleuse clémence judiciaire.

#### BOURRASQUES POLITIQUES

Les tensions restent vives entre le gouvernement d'Hugo Chávez et la presse privée au Venezuela. Quatre ans et demi après le coup d'Etat manqué contre le président bolivarien, très largement réélu le 3 décembre 2006, les grands groupes audiovisuels restent dans le collimateur du pouvoir, mais celui-ci utilise peu, pour l'instant, l'arsenal législatif - loi de responsabilité sociale des médias audiovisuels de novembre 2004 et loi de réforme du code pénal de mars 2005 - destiné à contenir leur influence. Vingt-cinq articles du nouveau code pénal ont même fait l'objet d'un recours en inconstitutionnalité, déposé par le procureur général de la République. La presse fait avant tout les frais d'une insécurité tenace. Photographe du quotidien *El Mundo*, Jorge Aguirre a été abattu par un faux policier lors d'une manifestation, et une vingtaine de journalistes ont essuyé des agressions, surtout pendant la campagne pour la présidentielle.

La recrudescence des violences en période électorale s'est aussi vérifiée au Brésil, où un journaliste a été battu à mort par un conseiller municipal et où un chroniqueur de radio communautaire a été blessé lors d'un attentat au sein même de sa rédaction. Certains médias ont subi des mesures de censure préventive, voire l'espionnage de la police fédérale, au moment des scrutins du mois d'octobre. Néanmoins, les relations difficiles entre la présidence et les grands médias privés connaissent une phase d'apaisement. Tel n'est pas le cas en Argentine où le président Kirchner se refuse toujours à recevoir la presse à la Casa Rosada. Les intimidations, les pressions politiques et surtout le chantage à la publicité officielle ont abouti à des censures d'émissions et à des limogeages de journalistes dans les rédactions locales mais aussi au sein des médias publics nationaux. Le piratage des boîtes email de deux journalistes du quotidien *Clarín* a provoqué un scandale au mois de mai.

A peine arrivée en tête du classement mondial de la liberté de presse pour l'hémisphère Sud, la Bolivie a de nouveau plongé dans la crise politique au dernier trimestre. Investi en début d'année 2006, Evo Morales, premier président indigène du pays, se heurte désormais à des menaces sécessionnistes dans quatre départements. La presse s'est trouvée en première ligne des affrontements entre opposants et partisans du gouvernement. A l'image du Venezuela, le clivage se creuse entre médias publics et privés et une "guerre médiatique" n'est plus à exclure. A Santa Cruz, bastion de l'opposition, deux tentatives d'attentat ont déjà visé la chaîne publique *Canal 7*.

Benoit Hervieu  
Responsable du bureau Amériques

# ARGENTINE

Superficie : 2 780 400 km<sup>2</sup>.

Population : 38 750 000.

Langue : espagnol.

Chef de l'Etat : Néstor Kirchner.

**Alors que les relations entre la présidence et la presse restent toujours aussi tendues, la pression politique et le chantage à la publicité officielle ont conduit un certain nombre de médias, nationaux ou régionaux, à censurer leurs émissions.**

En qualifiant publiquement des journalistes d'"ânes" et d'"ignorants", lors de la fête nationale du 9 juillet, la sénatrice Cristina Fernández de Kirchner, l'épouse du président Néstor Kirchner, n'a pas contribué à apaiser des relations déjà très tendues entre la presse et le pouvoir. Le Président s'abstient toujours d'organiser des conférences de presse à la Casa Rosada, mais surtout, la pression politique, tant au niveau local que national, a conduit certains médias audiovisuels à supprimer des émissions de leur grille, parfois même à limoger les journalistes qui les animaient.

L'année 2006 a mal commencé pour José "Pepe" Eliashev, de *Radio Nacional* (publique), dont le programme de débats "Esto que pasa" n'a pas été reconduit au 1er janvier. Le journaliste estime avoir été remercié pour avoir justement critiqué le silence du gouvernement fédéral face à la presse. Localement, le chantage à la publicité officielle a souvent obligé les médias à se soumettre au bon vouloir éditorial des gouverneurs ou des élus. A Tucumán (Nord), la diffusion de l'émission "Periodismo de Verdad" sur la chaîne locale *5 ATS* a été ajournée sine die le 13 mars. Motif officiel : la chaîne voulait donner plus d'espace au divertissement et moins à la politique. Raison officielle : le gouvernement de la province avait menacé de ne pas accorder une manne publicitaire de 20 000 euros, indispensable à la survie du média. Le 3 mai suivant, le programme "Séptimo Día" diffusé sur une station locale de la province de Santa Cruz - la région d'origine du président Kirchner - a connu le même sort. Idem, enfin, en juillet, pour l'émission matinale "Desayuno" de la chaîne publique *Canal 7*, dont la présentatrice du journal de la nuit, Marcela Pacheco, avait été renvoyée un mois plus tôt sans explication.

Le maire de Quilmes (province de Buenos Aires), Sergio Villordo, a carrément tenté de faire fermer deux stations de radio privées, *FAN 103.9* et *Radio Quilmes 106.9*, en obtenant du Comité fédéral de radiodiffusion (COMFER) le non-renouvellement de leur licence. L'affaire a été portée au mois de juin devant la Chambre des députés qui a désavoué la mesure, sans succès. En août, le directeur de *Radio Quilmes*, Pedro Navarro, a dû être hospitalisé après avoir été agressé par un élu local du Parti justicialiste (au pouvoir). Au total, 34 journalistes argentins ont subi des violences au cours de l'année, souvent commises par des politiciens, des fonctionnaires ou des policiers. Pour avoir mis en cause la gestion du maire de Santa Elena - dans la province d'Entre Ríos où les agressions ont été très nombreuses -, Carlos Furman, de la station de radio *2 de octubre*, a dû se réfugier plus de trois mois dans un hôtel, muni d'un gilet pare-balles. Deux journalistes de radio, Néstor Pasquini et Hugo Francischelli, sont détenus depuis le 20 décembre à Córdoba (Centre-Nord), pour "incitation à la violence", "incendie volontaire" et "coups et blessures". Les deux hommes, qui risquent chacun une peine de trois à quinze ans de prison, avaient couvert deux semaines plus tôt une manifestation qui avait tourné à l'émeute. Enfin, le piratage des boîtes email de plusieurs journalistes nationaux, dont deux issus du quotidien *Clarín*, a déclenché un scandale au mois de mai.

A l'approche de la présidentielle de 2007, la relation aux médias et la question de la répartition de la publicité officielle sont devenus des enjeux de campagne. Trois propositions de loi ont été déposées par l'opposition au Congrès afin de mieux répartir la manne publicitaire entre les médias. Elles n'ont jamais été inscrites à l'ordre du jour des débats.

## BOLIVIE

---

*Superficie : 1 098 580 km<sup>2</sup>.*

*Population : 9 182 000.*

*Langue : espagnol.*

*Chef de l'Etat : Evo Morales Ayma.*

---

Le pays s'est placé en tête de l'hémisphère Sud, dans le dernier classement mondial de la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières en septembre 2006, pour son faible nombre d'agressions contre les journalistes. L'instabilité politique risque cependant d'accentuer le clivage entre médias publics et privés.

Avec "seulement" treize cas d'agressions contre des journalistes au cours de l'année 2006, la Bolivie se distingue positivement du Pérou, de l'Argentine ou du Brésil voisins. Mais d'une part, la presse bolivienne dispose encore de faibles moyens comparés à celle des pays voisins, et, d'autre part les journalistes se risquent rarement à traiter des sujets sensibles comme le narcotrafic ou la corruption, cette dernière les incitant souvent à l'autocensure. Ensuite et surtout, le calme relatif qui règne au sein des médias pourrait bien ne pas durer compte tenu d'une situation politique toujours très instable. La presse, progouvernementale comme d'opposition, a été exposée aux règlements de comptes entre partisans et détracteurs du gouvernement au mois de décembre, dans un climat de crise constitutionnelle.

La Bolivie a tourné une page historique en portant au pouvoir, en décembre 2005, son premier président d'origine indigène, Evo Morales. Démocrate mais se réclamant de Fidel Castro - il a réprimandé publiquement, peu après son investiture, en janvier, un journaliste de télévision qui avait qualifié ce dernier de "dictateur" - l'ancien leader coca-lero ne cache pas sa méfiance envers les médias privés. En outre, sa politique de nationalisation des hydrocarbures et sa convocation d'une Assemblée

constituante, élue au mois d'août, se heurtent à l'opposition farouche de l'oligarchie et des partis de droite autrefois au pouvoir.

Majoritaire dans quatre des neuf départements du pays, l'opposition n'hésite pas à brandir des menaces de sécession, à manifester et à s'en prendre aux médias publics. Le 8 septembre 2006, deux bombes incendiaires ont endommagé les locaux de la chaîne publique *Canal 7* à Santa Cruz (Est), fief de l'opposition la plus radicale au gouvernement de La Paz. Selon les autorités, l'attentat a été commis par le mouvement *Unión Juvenil Cruceñista* (Union juvénile de Santa Cruz), très hostile à Evo Morales. Durant la même semaine, Juan Domingo Yanique, correspondant de la radio publique *Red Patria Nueva* dans le département du Pando (Nord), autre fief de l'opposition, a été agressé par des membres d'un Comité civique local après avoir décliné le nom de son média. Un autre correspondant de *Canal 7* et son collègue de *Radio Televisión Popular* ont subi des violences lors d'affrontements entre mineurs au mois d'octobre.

Les autorités ne ménagent pas non plus les médias privés. Le 12 octobre à La Paz, les locaux de la chaîne privée *Unitel* ont été saccagés par des partisans du gouvernement.

# BRÉSIL

Superficie : 8 547 400 km<sup>2</sup>.

Population : 186 405 000.

Langue : portugais.

Chef de l'Etat : Luiz Inácio Lula da Silva.

L'assassinat du journaliste Ajuricaba Monassa, en juillet, près de Rio de Janeiro, et l'attentat, en mai, contre un animateur de radio communautaire, témoignent de la violence persistante contre la presse locale. Des intimidations et des actes de censure contre les médias ont également rythmé la campagne électorale d'octobre.

Ajuricaba Monassa de Paula, 73 ans, n'a pas survécu au passage à tabac que lui a infligé le conseiller municipal Osvaldo Vivas, le 24 juillet 2006 à Guapirimim (Etat de Rio de Janeiro). Le journaliste indépendant a payé de sa vie d'avoir dénoncé des pratiques financières douteuses au sein de la municipalité. Deux mois et demi plus tôt, à Quitarianópolis, le chroniqueur de la radio communautaire Camelo Luis de Sá avait réchappé d'un attentat par balles en pleine émission, commis par le propre fils du maire de la ville.

Les risques de représailles demeurent élevés pour la presse brésilienne, surtout locale. Pour avoir révélé un trafic de cadavres au profit d'une organisation mafieuse de la région de Rio de Janeiro, la journaliste Maria Mazzei, du quotidien *O Dia*, a dû se cacher, à la fin du mois d'août. Les autorités policières et judiciaires locales mettent souvent du temps à réagir, quand les premières ne sont pas complices d'actes d'intimidation ou de menaces. La plainte déposée, le 7 juin, par Vilmar Berna, défenseur de l'environnement et directeur du *Jornal do Meio Ambiente* à Niterói (Etat de Rio de Janeiro) pour des menaces de mort à répétition, a mis plus d'un mois à parvenir à la justice. Et encore a-t-il fallu que le quotidien national *A Folha de São Paulo* consacre un article à l'affaire.

Au plus fort des émeutes déclenchées à São Paulo par l'organisation mafieuse Premier commando de la capitale (PCC), trois hommes lourdement armés et cagoulés ont fait irruption dans la rédaction du quotidien *Imprensa Livre*, agressé les sept employés présents et brûlé 3 000 exemplaires de l'édition du 18 mai.

Au total, une quarantaine de cas de menaces et d'agressions et le saccage de quatre médias ont été constatés au cours de l'année.

## UNE CAMPAGNE HOULEUSE

La presse nationale n'a pas été épargnée lorsqu'un scandale impliquant l'entourage du président sortant a éclaté peu avant les élections générales des 10 et 29 octobre. Le 15 septembre, un militant du Parti des travailleurs (PT, le parti de Lula), Gedimar Passos, a été arrêté dans un hôtel de São Paulo en possession d'une mallette contenant 600 000 euros. La somme devait servir à acheter un dossier compromettant pour le Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB) et son chef de file, Geraldo Alckmin, battu dans les urnes par Lula le 29 octobre.

Deux jours après le second tour de la présidentielle, trois journalistes de l'hebdomadaire *Veja* ont été convoqués par le bureau de la police fédérale de São Paulo et ont subi des pressions pour livrer leurs sources. Le 8 novembre, le quotidien *A Folha de São Paulo* a révélé que son bureau de Brasilia avait été placé sur écoutes par la police fédérale, toujours dans le cadre de l'enquête sur le "scandale du dossier". Les policiers cherchaient à identifier les journalistes ayant eu le moindre contact avec l'intermédiaire Gedimar Passos.

Localement, la campagne a fait aussi des victimes. Le 1er octobre, le *Diário de Marília*, basé dans la ville du même nom (Etat de São Paulo) a subi l'assaut de partisans de l'ancien maire, Abelardo Camarinha et de son fils, député local. Les deux hommes étaient déjà suspectés d'avoir commandité l'incendie criminel de la rédaction, le 8 septembre 2005. D'août à octobre, les juridictions électorales, régionales ou fédérales ont accédé aux demandes de candidats à des postes de sénateurs, de députés ou de gouverneurs, en ordonnant des interdictions de publier, des confiscations de matériel ou des saisies contre des médias ou

## BRÉSIL

---

des sites d'informations dans les Etats d'Amapá, du Minas Gerais, du Paraná et du District fédéral.

Malgré ces entraves, et malgré la pérennité de la loi sur la presse du 9 février 1967, héritée de la dictature militaire et qui prévoit des peines de prison pour les délits de presse, le gouvernement fédéral a donné des gages en matière de liberté d'expression. Le 3 mai, le président Lula a signé la Déclaration de Chapultepec de la Société Interaméricaine de presse sur la liberté d'information et d'expression. Le 26 juillet, le locataire du Planalto a mis son veto à une proposition de loi réglementant la profession de journaliste, qui rendait obligatoire la possession d'un diplôme et l'affiliation à une structure collégiale. Le débat divise la presse et les deux plus hautes juridictions fédérales se sont contredites mutuellement sur la question du diplôme obligatoire. Le 8 novembre,

le Tribunal supérieur de justice s'est prononcé pour. Le Tribunal suprême fédéral, dont la voix prime, l'a désavoué à l'unanimité quinze jours plus tard.

### UN PRÉCÉDENT INQUIÉTANT

La blogosphère brésilienne s'est enflammée suite à la fermeture de "Repiquete no meio do mundo". Dans cette affaire, la justice électorale brésilienne n'avait fait qu'ordonner au responsable de ce blog, le 17 août 2006, de retirer la caricature d'un candidat aux élections sénatoriales. C'est l'hébergeur brésilien du blog, UOL, qui a ensuite décidé, de sa propre initiative, de fermer la publication. Ce cas est un précédent inquiétant, car il pourrait inciter les prestataires techniques du Réseau brésilien à censurer des publications en ligne hors de toute décision judiciaire.

## CANADA

---

*Superficie : 9 970 610 km<sup>2</sup>.*

*Population : 32 268 000.*

*Langues : anglais et français.*

*Chef du gouvernement : Stephen Harper.*

---

**Les relations entre le gouvernement fédéral et la presse se sont nettement refroidies depuis l'entrée en fonctions du nouveau Premier ministre, Stephen Harper. Et la justice met à mal le secret professionnel.**

Leader du Parti conservateur victorieux des législatives de janvier, nommé Premier ministre du Canada le 6 février 2006, Stephen Harper semble se méfier des journalistes. Les manières de son gouvernement vis-à-vis des médias rappellent parfois celles de son voisin américain, dont il est d'ailleurs un allié. Les relations se sont brusquement refroidies entre la presse et le pouvoir fédéral, lorsque ce dernier a décidé, le 22 avril, d'interdire toute couverture audiovisuelle du rapatriement des corps de militaires tués en Afghanistan. Le refoulement des journalistes présents à l'entrée de la base de Trenton (Ontario), trois jours plus tard, a suscité une vive émotion, jusque dans les rangs des familles de soldats. De même, au mois de novembre, la presse s'est plainte du silence du Premier ministre lors du sommet de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC).

A l'instar de leurs confrères américains, quoique dans une moindre mesure, les journalistes canadiens ont aussi à craindre pour l'avenir du secret

professionnel. Une nouvelle disposition du code pénal, introduite le 15 septembre 2004, les oblige à livrer leurs documents, leurs notes et enregistrements sonores et vidéo, jugés utiles à la police dans le cadre d'une enquête criminelle, un refus entraînant une amende pouvant s'élever à 250 000 dollars et/ou une peine maximale de six mois d'emprisonnement. Cette clause est entrée pour la première fois en application, en 2006, lorsque Bill Dunphy, du quotidien *Hamilton Spectator*, a été sommé par la justice, au mois de février, de fournir les notes d'un entretien qu'il avait eu avec un dealer présumé, dont le frère avait été accusé de meurtre. L'affaire a été portée en appel. Son collègue, Ken Peters, avait été condamné, en 2004, à 30 000 dollars d'amende pour avoir tu le nom d'une source. Deux ans plus tard, il attendait toujours le jugement en appel.

## CHILI

---

*Superficie : 756 630 km<sup>2</sup>.*

*Population : 16 295 000.*

*Langue : espagnol.*

*Chef de l'Etat : Michelle Bachelet.*

---

Les agressions restent rares, mais la police et l'armée n'ont pas complètement perdu leurs habitudes répressives héritées de la dictature militaire. Le 30 mai, cinq journalistes ont été agressés et trois autres arbitrairement détenus à l'issue d'une manifestation.

Plutôt bien noté par rapport au reste du continent en matière de liberté de la presse, le pays n'a pas fini de solder les comptes de la dictature du général Pinochet (1973-1990). Décédé le 10 décembre 2006, l'ancien dictateur n'aura jamais répondu de l'assassinat de 3 000 personnes, dont 68 professionnels des médias, sous sa présidence. Plusieurs journalistes de télévision ont été agressés par ses partisans à la veille de ses funérailles.

Aujourd'hui, les journalistes se heurtent encore au silence sur cette période et nombreux sont ceux qui se plaignent d'un manque persistant de pluralisme au sein des médias. Pour avoir publié, en concertation avec un groupe d'anciens prisonniers politiques, un article comportant les noms d'ex-tortionnaires, Jorge Molina, du quotidien en ligne *El Mostrador.cl*, a dû quitter ses fonctions en début d'année sous la pression.

Policiers et militaires chiliens n'ont pas complètement perdu les sinistres habitudes héritées de la dictature. La presse a largement fait les frais de la première manifestation d'envergure à laquelle a dû faire face Michelle Bachelet, première présidente du pays, élue le 15 janvier. Le 30 mai devant le palais présidentiel de La Moneda, un vaste mouvement de protestation en faveur d'une réforme du système scolaire a été très durement réprimé

par les policiers et s'est soldé par l'arrestation de huit journalistes. Marco Cabrera, Gustavo Pavez et Libio Saavedra, cameramen des chaînes de télévision *Red TV*, *Canal 13* et *Canal 9*, ont reçu des jets de pierres des forces de l'ordre avant d'être passés à tabac au sol. Les trois journalistes et deux de leurs collègues photographes, victimes d'agressions similaires, ont dû être hospitalisés. Le même jour, le rédacteur en chef de l'hebdomadaire *El Siglo*, Julio Oliva, et deux autres journalistes ont été conduits de force dans un commissariat. Les carabiniers leur ont signifié que leur lien avec le Parti communiste chilien était un motif suffisant pour les détenir. Le scandale provoqué par ces violations des droits de la presse a amené Michelle Bachelet à limoger dès le lendemain le chef des forces spéciales de la police, Osvaldo Jara.

Les journalistes doivent également faire face à la violence de groupes néonazis. Un an après les dégradations du siège de la télévision nationale *TVN* à Valparaíso, la rédaction de l'hebdomadaire *Impacto* a subi à son tour les menaces de mort d'un groupuscule d'extrême droite.

Les délits de presse restent passibles de sanctions pénales et les procédures en diffamation, sans aboutir forcément, sont monnaie courante.



# COLOMBIE

Superficie : 1 138 910 km<sup>2</sup>.

Population : 45 600 000.

Langue : espagnol.

Chef de l'Etat : Alvaro Uribe Vélez.

Trois journalistes ont été assassinés et sept obligés de quitter leur région, voire le pays sous la menace. Démobilisés mais pas désarmés, les paramilitaires continuent de semer la terreur, en particulier dans les départements du Nord.

Réélu le 28 mai 2006, le président Alvaro Uribe aura plutôt mal entamé son second mandat : nouvelle rupture des pourparlers avec la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, estimées à 17 000 combattants et prédateurs notoires de la liberté de la presse), scandale des faux attentats de l'armée attribués au FARC, autre scandale politique provoqué par les connexions entre des politiciens de la majorité et les paramilitaires. Le plan "Justice et Paix", inauguré en 2003 et achevé en avril 2006, a conduit à la démobilisation officielle de 30 000 miliciens d'extrême droite des Autodéfenses unies de Colombie (AUC), en échange de l'impunité. Le plan ne fait donc l'affaire de personne, et surtout pas des journalistes locaux, livrés aux menaces de ces autres prédateurs de la presse, pas désarmés et reconvertis dans le narcotraffic et les meurtres sous contrat.

Quatre hommes, dont deux anciens des AUC, ont été arrêtés dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat de Gustavo Rojas Gabalo dit "El Gaba", chroniqueur de *Radio Panzemu* à Montería (Nord-Ouest). Le journaliste, qui n'hésitait pas à pourfendre la corruption locale, a été abattu par deux individus à moto le 4 février 2006. Il est décédé après quarante-quatre jours d'hospitalisation. Le mois d'août a été meurtrier pour la presse colombienne avec l'assassinat, le 9 à Yumbo (Ouest), de Milton Fabián Sánchez, de la radio communautaire *Yumbo Estéreo*. Le crime n'a jamais été élucidé, mais le journaliste s'attaquait à des sujets sensibles comme les violations des droits de l'homme et l'insécurité. Directeur de programmes de la station locale *Radio Toledar*, Atilano Segundo Pérez a peut-être payé de sa vie, le 22 août à Los Alpes de Cartagena (Nord), le fait d'avoir évoqué à l'antenne les activités criminelles d'un groupe paramilitaire soi-disant démobilisé.

## EXILS FORCÉS

Dénoncés comme principaux prédateurs par la Fondation pour la liberté de la presse (FLIP), particulièrement implantés dans les départements côtiers du nord du pays, les paramilitaires ont bien souvent été à l'origine de menaces obligeant des journalistes à quitter leur région, voire le pays. Correspondante du quotidien américain *The New Herald*, Olga Cecilia Vega avait réalisé une interview d'un chef militaire des FARC en octobre 2005. Depuis, les menaces de mort, les avertissements et les filatures suspectes n'ont pas cessé contre sa personne. Elle a dû partir précipitamment de Florencia (Sud), le 1er février, après l'ultimatum de deux inconnus l'accusant d'être une "guérillera". En 2002, la journaliste, qui travaillait alors pour *RCN Radio*, avait échappé à deux attentats perpétrés par les AUC.

Neuf autres journalistes ont été contraints au départ dans des conditions similaires. Le 6 juillet 2006, Herbin Hoyos Medina, ancien otage des FARC et présentateur de l'émission "Las voces del secuestro" ("Les voix de la captivité") sur *Radio Caracol*, a fui le pays sous les menaces répétées d'un mystérieux Front d'action et de justice pour la liberté et la démocratie. Un non moins mystérieux Front social pour la paix a tenté quant à lui de compromettre Hollman Morris, journaliste et producteur de l'émission "Contravía" - diffusée sur la chaîne publique *Canal Uno* - en faisant circuler une bande vidéo trafiquée le présentant comme un porte-parole des FARC. Sous l'appellation des signataires se dissimuleraient d'anciens paramilitaires, mais Hollman Morris s'était aussi attiré les foudres de l'armée, du gouvernement et du président Alvaro Uribe en personne, dont il avait critiqué à l'antenne le traitement de la guerre civile. Les accusations calomnieuses de collusion avec la guérilla ont également nourri les menaces, au mois de juin, de paramilitaires - rebaptisés Front



## COLOMBIE

---

démocratique Colombie libre ou Autodéfenses Colombie libre, table nationale unifiée - contre le collectif Medios para la paz et vingt-huit autres ONG, dont la FLIP. Au Nord, un commando des "Aigles noirs" s'est illustré, entre octobre et décembre, par une campagne de terreur contre les médias locaux, et en particulier contre la station *Radio Galeón*, basée à Santa Marta.

Le conflit larvé entre la Colombie et le Venezuela - le gouvernement d'Alvaro Uribe soupçonnant

celui d'Hugo Chávez de couvrir les FARC - a eu sa première répercussion sur le terrain des médias. Le 19 novembre, Freddy Muñoz, correspondant colombien de la chaîne latino-américaine *Telesur*, lancée sous l'impulsion d'Hugo Chávez et basée à Caracas, a été arrêté à Bogotá et inculpé un mois plus tard de "rébellion et terrorisme". Le journaliste, accusé sans preuve d'être l'artificier d'un attentat commis par les FARC en 2002, a été libéré sous contrôle judiciaire le 9 janvier 2007.



# CUBA

Superficie : 110 860 km<sup>2</sup>.  
Population : 11 270 000.  
Langue : espagnol.  
Chef de l'Etat : Raúl Castro (intérim)

Le retrait du pouvoir de Fidel Castro auquel son frère Raúl a succédé, le 31 juillet, n'a pas atténué la répression contre la presse indépendante. Le pays compte vingt-quatre journalistes emprisonnés. Après avoir mené plusieurs grèves de la faim, pendant sept mois, pour réclamer le libre accès de tous les Cubains à Internet, Guillermo Fariñas Hernández a été récompensé du prix Cyberliberté de Reporters sans frontières.

Raúl Castro lâchera-t-il du lest sur les libertés fondamentales ? La question se pose au-delà des rangs de la dissidence cubaine depuis que Fidel Castro, malade, s'est mis en congé du pouvoir le 26 juillet et a cédé officiellement les rênes de l'Etat à son frère, jusqu'alors ministre de la Défense et commandant en chef des Forces armées révolutionnaires. Pour l'heure, le régime n'a pas cessé de mener la vie dure aux dissidents et aux journalistes indépendants.

Cuba tient toujours son rang de deuxième prison du monde pour les journalistes. Deux libérations ont été très vite "compensées" par deux nouvelles incarcérations, maintenant à vingt-quatre le nombre de journalistes détenus dans l'île. Le 22 mars, Lamasiel Gutiérrez Romero, correspondante du site *Nueva Prensa Cubana* sur l'île de la Jeunesse (Ouest) a quitté la prison de Mantonegro (province de La Havane), où elle purgeait une peine de sept mois pour "délit de résistance et désobéissance civile". Surveillée de très près par la Police nationale révolutionnaire (PNR), la journaliste a regagné son domicile de l'île de la Jeunesse qu'elle a interdiction de quitter. Le 20 novembre, Oscar Mario González Pérez, cofondateur de l'agence *Grupo de Trabajo Decoro*, a été libéré après un an et quatre mois de détention sans jugement. Arrêté à la veille d'une manifestation dissidente à La Havane, le 22 juillet 2005, il n'avait jamais fait l'objet de la moindre inculpation.

Détenu lui aussi sans la moindre charge, Armando Betancourt, collaborateur indépendant de *Nueva Prensa Cubana* et directeur d'une petite revue clandestine, *El Camagueyano*, a été arrêté le 23 mai par la Sécurité de l'Etat (police politique) à Camaguey (Centre). Transféré une semaine plus tard dans une unité de la PNR, il a été placé en cellule d'isolement et interdit de visite. Raymundo Perdigon Brito aura à peine eu le temps de mettre

en route la petite agence *Yayabo Press* qu'il a fondée avec sa sœur le 17 novembre. Le journaliste a été arrêté et condamné, le 5 décembre, à une peine de quatre ans de prison pour "dangerosité sociale prédelictueuse" par le tribunal provincial de Sancti Spiritus (Centre).

Le même refus d'abandonner ses activités a valu à Ahmed Rodríguez Albacia, 22 ans, de l'agence *Jóvenes sin Censura*, d'être détenu, du 4 au 12 décembre, au quartier général de la Sécurité de l'Etat à La Havane.

Au cours du second semestre, les interpellations et les détentions arbitraires de courte durée ont dépassé en nombre - une trentaine au total -, les menaces ordinaires et les agressions. Le 13 septembre, Odelin Alfonso, correspondant de *Cubamet*, et Milisa Valle Ricardo, de *Jóvenes sin Censura* ont passé la journée dans les locaux de la PNR, le premier à La Havane, la seconde à Holguín (Est). Convoqué à deux reprises par la Sécurité de l'Etat, en février et en avril, Roberto Santana Rodríguez, collaborateur indépendant de *Cubamet* à La Havane, a subi le même sort le 2 novembre. A Santiago de Cuba (Sud-Est), Guillermo Espinosa Rodríguez, de la *Agencia de Prensa Libre Oriental* (APLO) a écopé de deux ans d'assignation à domicile pour "dangerosité sociale".

La pression ne s'est pas davantage relâchée contre les victimes du "printemps noir" de mars 2003, qu'il s'agisse des vingt journalistes toujours incarcérés ou des bénéficiaires d'une suspension de peine pour raisons de santé. Libérés en 2004, les journalistes indépendants Oscar Espinosa Chepe et Jorge Olivera Castillo, interdits de sortie du territoire, ont dû repasser devant la justice havanaise, l'un pour un "contrôle politique", l'autre pour un travail d'intérêt général. José Ubaldo Izquierdo Hernández, du *Grupo de Trabajo Decoro*,



## CUBA

a été déclaré "inapte à la détention" par la médecine carcérale en raison de son état de santé très dégradé, mais maintenu en prison. Atteint de tuberculose en cellule, Normando Hernández González, directeur du *Colegio de Periodistas Independientes de Camagüey*, a été admis à l'hôpital le 5 décembre, puis renvoyé en prison le 27. Juan Carlos Herrera Acosta, de l'*APLO*, et Fabio Prieto Llorente ont enduré les passages à tabac répétés de leurs gardiens. Alberto Gil Triay Casales, de l'agence *La Estrella Solitaria*, condamné en novembre 2005 à sept ans de prison pour "propagande subversive", a entamé en septembre une grève de la faim.

### LE WEB SOUS SURVEILLANCE

Avec moins de deux internautes pour 100 habitants, Cuba figure parmi les pays les plus en retard en matière d'Internet. Une enquête menée par Reporters sans frontières en octobre dernier a révélé que le gouvernement cubain utilise plusieurs leviers pour s'assurer que ce média n'est pas utilisé de manière "contre-révolutionnaire". Tout d'abord, il a peu ou prou interdit les connexions privées au Réseau. Pour surfer ou consulter leurs e-mails, les Cubains doivent donc

obligatoirement passer par des points d'accès publics (cybercafés, universités, "clubs informatiques pour la jeunesse", etc), où il est plus facile de surveiller leur activité. Ensuite, la police cubaine a installé, sur tous les ordinateurs des cybercafés et des grands hôtels, des logiciels qui déclenchent un message d'alerte lorsque des mots clés "subversifs" sont repérés. Le régime s'assure par ailleurs que les opposants politiques et les journalistes indépendants n'accèdent pas à Internet. Pour ces derniers, communiquer avec l'étranger est un véritable chemin de croix. Enfin, le gouvernement mise sur l'autocensure. A Cuba, on peut être condamné à vingt ans de prison pour quelques articles publiés sur des sites étrangers et à cinq ans simplement pour s'être connecté au Net de manière illégale. Peu d'internautes osent défier la censure de l'Etat et prendre un tel risque.

De février à août, Guillermo Fariñas Hernández, directeur de l'agence *Cubanacán Press* à Santa Clara (Centre), a refusé à plusieurs reprises de s'alimenter afin d'obtenir le libre accès à Internet pour tous les Cubains. Le prix Cyberliberté Reporters sans frontières - Fondation de France lui a été attribué le 12 décembre.

## EQUATEUR

---

*Superficie : 283 580 km<sup>2</sup>.*

*Population : 13 230 000.*

*Langue : espagnol.*

*Chef de l'Etat : Rafael Correa.*

---

**Deux assassinats, dont le mobile n'est pas établi, ont endeuillé la presse cette année. Surtout, la campagne présidentielle de novembre a polarisé les médias de manière excessive.**

Deux assassinats, à moins de vingt-quatre heures d'intervalle, ont endeuillé la presse équatorienne au mois de février 2006. José Luis León Desiderio, de la station *Radio Minutera*, a été le premier à tomber sous les balles de tueurs, dans la nuit du 13 au 14 février, non loin de son domicile dans la banlieue pauvre de Guayaquil. Le journaliste animait un programme de débats et ses collègues n'excluent pas qu'il s'agisse d'une vengeance. Guayaquil est néanmoins réputée pour son insécurité et le photographe indépendant Raúl Suárez Sandoval, 43 ans, en a été victime dans la soirée du 14 février. Son assassinat n'aurait, semble-t-il, aucun lien avec ses activités.

La liberté de la presse a connu une période d'accalmie, après le renversement du président Lúcio Gutiérrez en avril 2005. Peu d'agressions ont été constatées au cours de l'année, hormis des brutalités policières contre deux journalistes sportifs, le 31 mai. Plus spectaculaire : la prise d'otages pen-

dant plusieurs heures de huit journalistes par les détenues de la prison pour femmes de Guayaquil.

L'accalmie relative pour les médias observée dans le pays pourrait cependant ne pas durer. En effet, l'Équateur reste en butte à une forte instabilité politique et aucun président n'a achevé son mandat au cours de la dernière décennie. Les médias ont contribué à alimenter une campagne électorale ordurière entre les deux finalistes de la présidentielle du 26 novembre, qui s'est soldée par la large victoire de l'économiste de gauche Rafael Correa. Son adversaire, le milliardaire ultra-libéral Alvaro Noboa a, en particulier, fustigé la chaîne *Ecuavisión*, l'accusant de soutenir Rafael Correa et de "participer à la destruction du pays". L'ambiance n'est pas à la détente et, de même qu'ils ont été exposés à la vindicte de chaque camp politique durant la campagne, les médias risquent aujourd'hui d'être les cibles de quelques règlements de comptes.

## ÉTATS-UNIS

*Superficie : 9 629 090 km<sup>2</sup>.*

*Population : 298 213 000.*

*Langue : anglais.*

*Chef de l'Etat : George W. Bush.*

Déjà plombé par la détention, sur la base militaire de Guantanamo, du cameraman soudanais d'*Al-Jazira* Sami Al-Haj, le bilan de la liberté de la presse s'est encore alourdi avec l'incarcération du journaliste et blogueur indépendant Josh Wolf. Avec l'aval du gouvernement, la justice fédérale continue de sanctionner la protection des sources.

L'année 2005 avait marqué un mauvais tournant pour la presse américaine avec les douze semaines de détention de Judith Miller, alors employée au *New York Times*, condamnée pour avoir refusé de révéler ses sources. L'année 2006 aura entériné la nette dégradation de la situation des médias au pays du Premier amendement. En refusant à nouveau, le 5 juin, de statuer sur le droit des journalistes à taire le nom de leurs contacts, la Cour suprême a prolongé un statu quo intenable, qui veut que le secret des sources soit reconnu dans 33 États de l'Union mais pas au niveau fédéral. Le vote d'une "loi-bouclier" fédérale, accordant aux journalistes ce privilège, a été logiquement retardé par le renouvellement du Congrès, le 7 novembre. Sanctionnée aussi en raison de ses violations des libertés publiques, l'administration Bush doit désormais compter avec une majorité parlementaire démocrate. Celle-ci ira-t-elle jusqu'à voter les propositions de loi sur la liberté de circulation de l'information ("Free Flow of Information Act"), en souffrance au Capitole depuis février 2005, avant la fin du mandat présidentiel ?

En attendant, la justice fédérale continue de brandir l'argument de la "sécurité nationale" pour sanctionner des journalistes. Une quinzaine d'affaires touchant au secret professionnel font encore l'objet d'une procédure, et certaines d'entre elles ne concernent en rien la sécurité nationale. Ainsi, Lance Williams et Mark Fainaru-Wada, du *San Francisco Chronicle*, ont été mis en demeure par un juge fédéral, le 15 août, de livrer leurs sources d'information sous peine de prison. Les deux journalistes avaient rendu publics, en 2004, les éléments d'une enquête d'un grand jury mettant en cause la société BALCO (Bay Area Laboratory Cooperative), soupçonnée d'avoir ravitaillé des sportifs de haut niveau en produits dopants. L'affaire a été portée en appel.

### UN BLOGUEUR EMPRISONNÉ

Josh Wolf, lui, n'a pas eu la chance de rester en liberté. Blogueur et journaliste indépendant, ce Californien de 24 ans avait filmé en 2005 une manifestation du G8 au cours de laquelle une voiture de police a été endommagée. Dans le cadre de l'enquête d'un grand jury sur ces événements, la justice fédérale a ordonné à Josh Wolf de livrer sa bande-vidéo. Le refus du blogueur lui a coûté un mois de détention, en août, puis un renvoi en cellule, le 18 septembre, par une cour d'appel fédérale. Le 16 novembre, ladite cour a décidé de maintenir Josh Wolf en prison tant qu'il n'accepterait pas de livrer ses archives vidéo, jusqu'à l'expiration de l'enquête du grand jury sur la voiture de police endommagée... en juillet 2007. Le 26 mai, une cour d'appel de l'Etat de Californie avait reconnu aux blogueurs le privilège du secret des sources à l'égal des journalistes.

Fustigé par le gouvernement de George W. Bush pour avoir révélé les programmes d'espionnage bancaire et téléphonique des services de renseignements, le *New York Times* a une nouvelle fois fait les frais du clivage entre les législations locale et fédérale. Le 27 novembre, la Cour suprême a refusé de suspendre une décision judiciaire obligeant le quotidien à fournir les relevés téléphoniques de deux de ses journalistes, dont Judith Miller. C'est encore une affaire de fuites au sein des services de renseignements qui avait conduit la justice fédérale à exiger, le 1er août, de la journaliste et de son collègue Philip Shenon, les noms de leurs sources. Les mêmes avaient pourtant obtenu gain de cause en première instance devant un juge de New York, en février 2005.

### CINQUIÈME ANNÉE A GUANTANAMO

Le plus grave reste évidemment l'affaire Sami Al-Haj. Incarcéré sans charge sur la base militaire de

## ETATS-UNIS

---

Guantanamo, interrogé à cent cinquante reprises pour avouer des liens jamais prouvés entre la chaîne qatarie *Al-Jazira*, dont il est cameraman, et Al-Qaïda, le journaliste soudanais a entamé, le 13 juin 2006, sa cinquième année de détention sans jugement. Lors d'un rare contact avec son avocat, le londonien Clive Stafford-Smith, lui-même menacé par les autorités militaires du camp, le journaliste a évoqué pour la première fois sa volonté de mettre fin à ses jours. Le 29 juin, la Cour suprême a déclaré inconstitutionnelles les juridictions militaires chargées de juger les 400 détenus de Guantanamo. Malgré cette petite victoire du droit, la base reste quasi inaccessible à la presse : quatre journalistes des quotidiens *Los Angeles Times*, *Miami Herald* et *Charlotte Observer* en ont été expulsés le 14 juin. Pire, une loi autorisant le recours à la torture contre les prisonniers a été votée au Congrès juste à la fin de la mandature, le 17 octobre.

### DES ENTREPRISES AMÉRICAINES AU SERVICE DE LA CENSURE DU WEB

Les Etats-Unis, fidèles au premier amendement de leur Constitution, ne censurent pas Internet sur leur territoire. Ce sont toutefois des entreprises américaines qui aident des pays répressifs comme la Tunisie ou la Birmanie à filtrer le Web. De même, en Chine, les moteurs de recherche Yahoo !, Google et Microsoft (MSN) acceptent de censurer leurs résultats de recherche. Des membres de la Chambre des représentants ont introduit un texte de loi, le Global Online Freedom Act (GOFA),

pour réglementer l'activité de ces géants de l'Internet. Mais le texte progresse lentement au Congrès et son avenir est incertain.

Autre sujet d'inquiétude, le principe de la neutralité d'Internet a été rejeté par le Sénat en juin 2006. Selon ce concept, qui est pour l'instant respecté sur le Réseau mondial, les opérateurs de télécoms (ex : Verizon, France Télécom) ne sont pas autorisés à faire de différence entre les personnes ou les organisations qui fournissent un service sur le Réseau. Que le client soit un petit blog, ou un gros site commercial, il a droit à la même qualité de services. Reporters sans frontières soutient que défendre la neutralité d'Internet, c'est défendre la liberté d'expression. En effet, si les opérateurs de télécommunications sont autorisés à offrir des services différents suivant le prix payé par les fournisseurs de contenu, il est probable que les petites publications en ligne, et notamment les blogs, seront reléguées sur un Internet au rabais, dont les débits seront bien inférieurs à ceux des entreprises commerciales.

Une bonne nouvelle est toutefois venue de la justice californienne. La Cour suprême de cet Etat a décidé, en novembre 2006, dans le cadre d'une plainte en diffamation, que les intermédiaires techniques d'Internet ne pouvaient être tenus responsables des contenus qu'ils transmettent. Cette jurisprudence s'étend par ailleurs aux modérateurs de forums et aux auteurs de blogs sur lesquels sont postés des messages diffamatoires. Seuls les auteurs intellectuels des contenus peuvent être l'objet de poursuites.

## GUATEMALA

*Superficie : 108 890 km<sup>2</sup>.*

*Population : 12 600 000.*

*Langue : espagnol.*

*Chef de l'Etat : Oscar Berger.*

**Un journaliste a été tué au mois de septembre. Un mois plus tôt, un autre avait échappé de peu à la mort lors d'un attentat. Malgré la dépenalisation des délits de presse, les agressions restent nombreuses et la concentration des médias favorise la pression des autorités.**

Après le Honduras, le Costa Rica, le Pérou, l'Argentine et le Paraguay, le Guatemala est devenu, en 2006, le sixième pays latino-américain à dépenaliser les délits de presse. La Cour constitutionnelle a validé, le 1er février, le recours en inconstitutionnalité présenté par le président de la Chambre guatémaltèque du journalisme, Mario Fuentes Destarac, contre les articles 411 et 412 du code pénal qui prévoyaient d'un an à trois ans de prison pour une offense envers le président d'un organe de l'Etat, et de six mois à deux ans de prison en cas d'outrage à une autorité publique ou un fonctionnaire. La Cour a estimé ces dispositions contraires à l'article 35 de la Constitution, selon lequel la liberté d'expression ne saurait être limitée par une loi ou un règlement.

Cette avancée juridique n'atténue pas un bilan par ailleurs dramatique pour les journalistes. Outre des dizaines d'agressions et de menaces contre les médias, souvent commises par des policiers, des militaires, des agents de sécurité privée ou encore d'anciens paramilitaires de la guerre civile (1960-1996), un assassinat et un attentat ont endeuillé la presse cette année.

Le 9 septembre 2006, Eduardo Maas Bol, correspondant de *Radio Punto*, a été tué de cinq balles alors qu'il rentrait d'une soirée à Cobán (Centre). Le corps du journaliste a été retrouvé dans sa voiture, stationnée près du commissariat local. Le lien entre l'assassinat et la profession de la victime n'a jamais été complètement établi, mais Ángel Martín Tax, correspondant de *Radio Sonora*, a reçu plus tard un appel lui signifiant qu'il était "le prochain sur la liste après Eduardo Maas Bol".

Le mobile professionnel de l'attentat dont a été victime, le 23 août, Vinicio Aguilar Mancilla, de la station indépendante *Radio 10*, est en revanche indubitable. Deux inconnus à moto ont fait feu sur le journaliste, le blessant à la mâchoire. Son directeur, Oscar Rodolfo Castañeda, avait reçu la veille un appel téléphonique à l'antenne lui intimant de cesser ses enquêtes sur des affaires de fraude fiscale. Ces menaces l'ont conduit à sortir un temps du pays. Habitué des sujets sensibles comme la corruption des hommes politiques et les violations des droits de l'homme, le fondateur et dirigeant de *Radio 10* est toujours sous le coup d'une interminable procédure pour "diffusion illégale", un harcèlement judiciaire destiné, selon lui, à l'empêcher de mener ses enquêtes et à préserver l'actuelle concentration des médias aux mains de l'oligarchie.

Comme dans d'autres pays, la question de la légalité des radios communautaires se pose de façon criante. Seules 250 émettent légalement dans le pays, contre 2 500, dépourvues de licence d'émission. Le projet de loi déposé au Congrès sur le statut des radios communautaires n'a toujours pas été voté.

Enfin, les séquelles de la guerre civile n'ont pas disparu. Ancien dictateur entre 1982 et 1983 et candidat malheureux à la dernière présidentielle, le général Efraín Ríos Montt a obtenu, le 30 janvier, un non-lieu trois ans après une violente manifestation de ses partisans qui avait coûté la vie à un journaliste. L'impunité persiste.

# HAÏTI

*Superficie : 27 750 km<sup>2</sup>.  
Population : 8 530 000.  
Langues : créole, français.  
Chef de l'Etat : René Préal.*

**Aucun journaliste n'a été tué cette année et les attaques contre la presse ont diminué à l'issue des élections du 7 février, malgré une insécurité persistante. En revanche, le gouvernement du président René Préal n'a pas mis fin à l'impunité.**

Très peu d'agressions et aucun assassinat. Le bilan haïtien pour la presse est aussi positif que surprenant, compte tenu de l'extrême insécurité régnant dans le pays (surtout dans la capitale, Port-au-Prince) et du passé, pas si lointain, où les journalistes risquaient à tout moment les représailles des gangs, souvent liés à l'ancien pouvoir Lavalas. L'enjeu sécuritaire est évidemment crucial pour la nouvelle présidence de René Préal, qui a pris ses fonctions le 14 mai, mais les attaques ciblées contre les journalistes en raison de leur profession ont nettement diminué. L'assaut de bandits armés à Pétiion-Ville (est de Port-au-Prince) contre deux journalistes de *Radio Kiskeya*, Liliane Pierre-Paul et son frère Stéphane Pierre-Paul, rédacteur en chef de la station, le 14 septembre, est intervenu au moment d'une recrudescence du racket et des enlèvements crapuleux. De même, le 26 mai, Lydie Bain Abdon, de *Radio Lumière*, a échappé de peu à une tentative de kidnapping a priori sans rapport avec sa qualité de journaliste.

Curieusement, les médias ont plutôt eu à souffrir d'abus de pouvoir des autorités. Au mois d'octobre, Ernst Cadichon, de *Radio Galaxie*, a eu le bras fracturé par des policiers auprès desquels il s'était identifié comme journaliste, alors qu'il couvrait une manifestation d'étudiants à Port-au-Prince. Le 3 novembre, toujours dans la capitale, le photographe du quotidien *Le Nouvelliste*, François Louis, a été violemment pris à partie par des soldats de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (Minustah), lors d'affrontements entre ces derniers et des partisans de l'ancien président Jean-Bertrand Aristide. Le commandement de la force d'interposition de l'Onu a présenté, cinq jours plus tard, des excuses officielles à la rédaction.

La presse est cependant loin d'avoir surmonté les traumatismes subis pendant le mandat de Jean-Bertrand Aristide et la période de transition. L'impunité risque de durer, tant que la nouvelle administration Préal n'aura pas remis sur pied un système judiciaire digne de ce nom. La Police nationale d'Haïti (PNH) participe aussi de l'insécurité ambiante et les magistrats restent dépourvus de moyens d'enquête. Plus grave, les chefs de gangs suspectés d'assassinats de journalistes sont en liberté, au su et au vu de la population. Le 12 septembre, François Daniel alias "Bibi", chef d'une bande armée du quartier de Solino à Port-au-Prince, et responsable présumé de l'enlèvement et de l'assassinat, en juillet 2005, de Jacques Roche, chef du service culturel du quotidien *Le Matin*, a même tenté de monnayer son impunité en remettant des armes à la Commission nationale de désarmement, de démantèlement et de réinsertion.

Par ailleurs, les nominations de nouveaux juges d'instruction se font toujours attendre dans les enquêtes sur les assassinats de Jean Dominique, directeur de *Radio Haïti Inter*, et de Brignol Lindor, journaliste à *Radio Echo 2000*. Deux chefs de gang suspectés d'avoir tué Jean Dominique en 2000, se trouveraient actuellement à Martissant (banlieue de Port-au-Prince) où ils auraient repris leurs activités criminelles. Un troisième s'est enfui à l'étranger. La Cour de cassation, où le dossier Brignol Lindor est resté en souffrance pendant deux ans, a finalement rejeté la demande de constitution de partie civile de la famille du journaliste assassiné en 2001 à Petit-Goâve (Sud) par des soutiens de Jean-Bertrand Aristide.

# HONDURAS

---

*Superficie : 112 090 km<sup>2</sup>.*

*Population : 7 205 000.*

*Langue : espagnol.*

*Chef de l'Etat : Manuel Zelaya*

---

Quand ils ne sont pas les propriétaires d'un média, les hommes politiques locaux n'hésitent pas à faire le coup de poing ou à harceler les journalistes, surtout les plus vulnérables. Deux animateurs d'un site Internet ont été les cibles de menaces d'une société de sécurité privée.

La violence et les pressions contre les journalistes restent à un niveau alarmant, d'autant qu'elles sont souvent le fait d'hommes politiques, par ailleurs propriétaires d'un média. Une dizaine d'agressions et de manœuvres d'intimidation contre la presse ont été commises au cours de l'année 2006. La plus spectaculaire restera sans conteste celle dont a été victime, le 2 avril, la journaliste indigène Martha Vásquez, lors d'une réunion du Conseil civique des organisations populaires et indigènes du Honduras (COPINH) à Intibucá (Sud-Ouest). La rencontre a été brusquement interrompue par des hommes armés, à la solde du député du Parti libéral Romualdo Bueso Melghem, lequel a abreuvé d'injures racistes la journaliste avant de tenter de l'étrangler. Le député, vice-président de la Commission des ethnies au Parlement, n'a jamais été inquiété après cette affaire.

Reporter et présentatrice du programme d'investigation "Denuncias 49" sur la chaîne de télévision Canal 49, Wendy Guerra a été brusquement congédiée de l'antenne, toujours au mois d'avril,

par son patron, Amid Cárdenas, ancien député du Parti libéral. Ce dernier a admis avoir cédé à la pression de ses amis politiques avant, finalement, de réintégrer la journaliste le 3 mai. Excédé par les pressions de l'entreprise publique de téléphone Hondutel et du secrétariat de la présidence dont il avait pointé la gestion douteuse, Octavio Carvajal, de la station de radio *STC Noticia*, a dû quitter le pays pendant trois semaines, au mois de mai.

Les menaces proviennent aussi du secteur privé. Robert Marín García et Dina Meza, journalistes du site *Revistazo.com* et membres de l'Association pour une société plus juste (ASJ) ont subi des filatures, des harcèlements et des tentatives de chantage de la part de la société Delta Security, dont ils avaient révélé des fraudes et des entorses au droit du travail. Poursuivis pour "diffamation" et de "calomnie", les journalistes ont obtenu gain de cause devant un tribunal de Tegucigalpa le 31 octobre, mais le 4 décembre, leur avocat, Dionisio García, 43 ans, a été assassiné.

# MEXIQUE

Superficie : 1 958 200 km<sup>2</sup>.

Population : 107 029 000.

Langue : espagnol.

Chef de l'Etat : Felipe Calderón.

**Avec neuf journalistes assassinés et trois disparus, le pays traîne le pire bilan du continent et se classe juste après l'Irak pour le nombre de professionnels des médias tués en 2006. Ce, malgré la mise en place, en février, d'un parquet fédéral spécial chargé de lutter contre les attaques envers les médias.**

Le pouvoir fédéral semble avoir pris la mesure du danger encouru par la presse mexicaine en mettant en place, le 15 février 2006, un parquet spécial destiné à lutter contre les attaques envers les journalistes (Fiscalía Especial para la Atención de los Delitos contra Periodistas). Le 18 avril, la Chambre des députés fédérale a approuvé une réforme partielle du code pénal, déjà avalisée par le Sénat, reconnaissant la protection du secret des sources et une autre dépenalisant les délits de presse. Ces bonnes intentions n'auront pas permis d'empêcher l'un des pires bilans du continent américain de ces dix dernières années.

L'hécatombe a failli commencer le 6 février par l'attentat à l'arme à feu contre la rédaction du quotidien *El Mañana* à Nuevo Laredo (Nord-Est), qui a fait un blessé grave. Les 9 et 10 mars, deux journalistes ont été assassinés en moins de vingt-quatre heures : le photographe indépendant Jaime Arturo Olvera Bravo dans l'Etat du Michoacán (Sud-Ouest) et Ramiro Téllez Contreras, de la radio locale *Exa 95.7 FM*, toujours à Nuevo Laredo. Les armes utilisées contre ce dernier portaient la marque des narcotrafiquants. Des membres de cartels seraient également à l'origine de la disparition, le 8 juillet à Monclova (Nord), de Rafael Ortiz Martínez, du quotidien *Zócalo*, qui avait révélé de nouveaux foyers de trafic de drogue dans la région. Egalement spécialiste du narcotrafic et du fait divers, Enrique Perea Quintanilla, directeur et fondateur du mensuel *Dos Caras, Una Verdad*, a été tué par balles, le 9 août dans l'Etat de Chihuahua (Nord), selon les méthodes du crime organisé. Sa tête aurait été mise à prix par les dirigeants du cartel de Ciudad Juárez, la capitale de l'Etat, comme l'ont confessé deux tueurs présumés sur une vidéo envoyée le 12 octobre à *TV Azteca*.

D'octobre à décembre, six assassinats et deux disparitions se sont succédé à un rythme effréné.

En reportage à la frontière des Etats de Durango (Nord) et de Chihuahua, Guevara Guevara Dominguez, responsable de l'édition en ligne de l'hebdomadaire *Siglo 21*, n'a plus donné signe de vie depuis le 8 octobre. Le 10 novembre, Misael Tamayo Hernández, directeur du quotidien régional *El Despertar de la Costa* a été retrouvé dans un motel de l'Etat de Guerrero (Sud), les mains liées et victime d'une injection létale. Six jours plus tard, l'ancien directeur du quotidien *Excelsior*, José Manuel Sánchez Nava, qui venait de sortir un livre critiquant l'attitude du gouvernement du président Vicente Fox lors du rachat de son journal, a été découvert assassiné à coups de couteau dans son appartement de Mexico. Victime de menaces, Roberto Marcos García, sous-directeur de l'hebdomadaire *Testimonio* dans l'Etat de Veracruz (Est) - autre haut lieu du trafic - est tombé sous les balles, le 21 novembre. Toujours dans l'Etat de Veracruz, le cadavre d'Adolfo Sánchez Guzmán, 31 ans, collaborateur de la chaîne *Televisa Veracruz* et de la station *Xhora Ori Estereo 99.3 FM* a été découvert le 30 novembre. Il aurait été victime d'un règlement de comptes entre pirates de la route et deux frères ont été arrêtés. La disparition, dix jours plus tôt, dans le Michoacán, de José Antonio García Apac, directeur de l'hebdomadaire *Ecos de la Cuenca*, a marqué un véritable "novembre noir" de la presse mexicaine.

## BATAILLE RANGÉE À OAXACA

Après un an de pourrissement, la crise politique et sociale dans l'Etat de Oaxaca (Sud) a viré à la bataille rangée à partir du mois de mai entre l'entourage du gouverneur Ulises Ruiz Ortiz et ses opposants de l'Assemblée populaire des peuples de Oaxaca (APPO). Cameraman de l'agence indépendante *Indymedia*, l'Américain Brad Will a succombé aux coups de feu de la garde rapprochée du gouverneur, le 27 octobre, lors d'émeutes

## MEXIQUE

---

marquées par des saccages de rédactions et de multiples agressions de journalistes. Les enquêteurs locaux ont tenté d'attribuer sa mort à l'APPO, et deux de ses assassins présumés, policiers municipaux, ont été libérés après un mois de détention. Le gouverneur a voulu accrédi-ter la thèse d'un règlement de comptes entre mouve-ments indigènes après l'assassinat, le 8 décembre dans sa rédaction, de Raúl Marcial Pérez, éditoria-liste du quotidien *El Gráfico*. L'enquête a mysté-rieusement négligé le mobile professionnel.

Outre Oaxaca, le Yucatán (Sud-Est) a été le théâ-tre de quatre attentats contre le quotidien *Por Esto !* entre juin et septembre, avec la complicité vraisemblable des autorités locales. Surtout, la très violente répression d'une manifestation pour la paix à San Salvador Atenco (banlieue de

Mexico), les 3 et 4 mai, s'est accompagnée de vio- lences et d'abus sexuels contre trois jeunes jour- nalistes étrangères.

Arrêté à deux reprises, en janvier 2003 et octobre 2005 pour avoir "diffamé" une fonctionnaire locale du Chiapas (Sud), Ángel Mario Ksheratto, du quo- tidien *Cuarto Poder*, a purgé dix-huit jours de détention, entre le 4 et le 22 février, avant d'être relâché contre une caution de 8 000 euros. Le 11 novembre, le journaliste a été renvoyé en prison au motif qu'il ne respectait pas les obligations de son contrôle judiciaire, puis à nouveau libéré sous caution le 19 décembre. La législation du Chiapas prévoit des peines allant jusqu'à neuf ans de prison pour les délits de presse et quarante journalistes sont actuellement sous le coup d'une procédure dans cet Etat.

## PARAGUAY

---

*Superficie : 406 750 km<sup>2</sup>.*

*Population : 6 158 000.*

*Langue : espagnol.*

*Chef de l'Etat : Nicanor Duarte Frutos.*

---

**La disparition du journaliste de radio Enrique Galeano - et son probable assassinat par des narcotrafiquants de mèche avec les autorités locales - a profondément traumatisé la profession. Malgré les promesses du président Nicanor Duarte Frutos, l'enquête est au point mort.**

L'actualité de la liberté de la presse a été dominée par la disparition, le 4 février 2006 dans le département de Concepción, d'Enrique Galeano, journaliste de la station locale *Radio Azotey*. L'affaire a soulevé une vive émotion dans la population et au sein des médias, au point que le président de la République, Nicanor Duarte Frutos, a reçu en personne, le 6 octobre, une délégation du Syndicat des journalistes paraguayens (SPP). Pourtant, les autorités nationales n'ont guère fait preuve de célérité dans l'enquête, alors qu'un soupçon pèse sur l'implication de responsables politiques locaux dans ce drame.

Trois mois après les faits, la police a commencé par évoquer une histoire extraconjugale du journaliste et classé le dossier. Puis, le ministère de l'Intérieur a assuré qu'Enrique Galeano, en activité dans une zone très exposée au narcotrafic, avait sollicité une protection policière avant sa disparition alors que le commissaire du district, Osvaldo Nuñez, soutenait le contraire. Selon le SPP, le journaliste aurait été enlevé sur ordre dudit Osvaldo Nuñez et séquestré par deux de ses hommes avant d'être livré à des narcotrafiquants qui l'auraient assassiné et jeté son corps dans un fleuve. Le 21 octobre, des plongeurs de la compagnie des pompiers du département ont tenté en vain de localiser le cadavre. Seule certitude à ce jour, Enrique Galeano avait couvert, avant sa disparition, la saisie d'une cargaison d'armes de guerre et de cocaïne en présence d'Osvaldo Nuñez et de Magdaleno Silva, député du Parti Colorado (au pouvoir) soupçonné d'accointances avec le narcotrafic.

Dans une démocratie encore fragile où sévit une corruption tenace (le pays est le plus mal classé d'Amérique du Sud par Transparency International), il n'est pas conseillé aux journalistes d'enquêter de trop près sur des affaires sensibles impliquant des politiciens. Le quotidien *ABC Color* en a payé le prix fort. Il a été condamné par la Cour suprême à s'acquitter de 200 000 dollars de "dommages et intérêts" auprès du sénateur Juan Carlos Galaverna, un proche du président Duarte Frutos, que la rédaction avait mis en cause dans une affaire de pot-de-vin. La Cour suprême a également confirmé, le 5 décembre, une peine de dix mois de prison, reconvertie en travail d'intérêt général, contre le journaliste d'*ABC Color*, Luis Verón, pour "calomnie", "diffamation" et "injure". Correspondant du même média à Encarnación (Sud), une autre plaque tournante de la contrebande, Juan Augusto Roa a échappé de peu à la mort lors d'un attentat à l'arme à feu, le 27 février.

Comme dans la plupart des pays du continent, les radios communautaires et les petits journaux indépendants doivent faire face à une administration peu amène. Le 19 juin, *Manantial FM* et *Tenondé FM*, pourtant en demande de régularisation de fréquence, ont été fermées de force. En octobre, les installations du journal *El Espectador Luqueño* ont été détruites à Luque, près d'Asunción, au prétexte d'un litige foncier et sur ordre du maire.

# PÉROU

Superficie : 1 285 220 km<sup>2</sup>.

Population : 27 970 000.

Langue : espagnol.

Chef de l'Etat : Alan García Pérez.

**Le pays affiche toujours un taux record d'attaques contre la presse, avec une centaine de cas de menaces et d'agressions. Un journaliste a été la cible d'un attentat à l'explosif et un autre a reçu une balle dans la tête lors d'une manifestation.**

La violence contre la presse ne faiblit pas d'une année sur l'autre. Elle a même augmenté avec 54 cas d'agressions et 47 cas de menaces en 2006 contre un total d'une soixantaine en 2005. La campagne, très musclée, pour la présidentielle du 9 avril n'a rien arrangé. Rien qu'au premier trimestre, une dizaine de journalistes ont reçu des coups et des injures, notamment au cours des meetings électoraux du candidat nationaliste Ollanta Humala, battu au second tour par l'ancien président Alan García. Le 8 février 2006, près de Lima, des militants ont passé à tabac la journaliste de télévision Karina Chávez. Vingt jours plus tard, un fonctionnaire municipal mis en cause dans une affaire de corruption a profité d'une manifestation à Tarapoto (Nord) pour tenter de percuter à moto une équipe de la chaîne *Red Global*. Toujours au mois de février, des policiers d'Aucayacu (Centre) ont fait irruption à la station de radio *Amistad* pour relever les noms des journalistes et saisir des informations sur l'assassinat d'un chef terroriste. La corruption locale, la reprise d'activités de la guérilla du Sentier lumineux dans les Andes et le narcotraffic sont autant de sujets à très haut risque pour les médias. Cible de menaces de mort et d'intimidations depuis plus d'un an, après avoir révélé des mouvements de cargaison de drogue dans le port militaire de Chimbote (Ouest), la journaliste indépendante Marilú Gambini Lostanau a dû fuir le pays au mois d'avril.

Déjà menacé de mort dans le passé par des cultivateurs de coca, Elías Navarro Palomino, directeur de l'hebdomadaire régional *Línea Roja* et correspondant du quotidien national *La República* à Ayacucho (Sud-Ouest), a failli payer de sa vie une récente enquête sur les irrégularités de gestion d'un organisme de crédit coopératif. Le 30 septembre, une bombe a explosé près de son domicile, n'occasionnant heureusement que des dégâts matériels. Quatre mois plus tôt, des fonctionnaires de la coopérative incriminée avaient tenté de s'introduire au domicile de l'imprimeur de *Línea Roja*.

Beaucoup moins chanceux, Wilman Caychigua, correspondant de la station *Radio Inca Tropical* et du quotidien *El Chasqui* à Abancay (Sud-Est), a reçu une balle de la police lors d'une violente manifestation contre le gouvernement local, le 5 décembre. Atteint à la tête, le journaliste a été hospitalisé dans un coma profond. La ministre de l'Intérieur, Pilar Mazzetti, a publiquement justifié l'emploi de balles réelles par les forces de l'ordre.

Au plan judiciaire, la presse n'est pas toujours bien lotie. Le 15 août, le ministère public de Lima a requis huit ans d'emprisonnement contre l'ancien présentateur de l'émission "Cuarto Poder", sur la chaîne *Canal 4*, Mauricio Aguirre Corvalán, pour "divulgar de secrets d'Etat". En réalité, le journaliste avait retransmis en septembre 2003 une vidéo de l'ancien président Alberto Fujimori, datant de 1998, époque où ce dernier était président en exercice. Le propre fils d'Alberto Fujimori avait utilisé la même bande pour la campagne électorale de son père, en 2000, et accepté son utilisation par les médias. La justice a finalement blanchi, au mois d'octobre 2006, Mauricio Aguirre Corvalán, dont l'inculpation contredisait en droit la Déclaration de principe sur la liberté d'expression de l'Organisation des Etats américains (OEA), que le Pérou avait ratifiée. Pour avoir refusé de livrer ses sources dans une affaire d'extorsion de fonds impliquant un fonctionnaire du renseignement, le journaliste Humberto Ortiz Pajuelo encourt toujours une peine de quatre ans de prison et 2 500 euros de réparation civile pour "délit contre l'administration judiciaire".

## DES ASSASSINS EN FUITE OU LIBÉRÉS

Si elle a puni comme il convient les cinq auteurs matériels de l'assassinat, le 21 avril 2004, du journaliste de la radio *Frecuencia Oriental* Alberto Rivera Fernández - condamnés en février à de peines allant de dix à trente ans de prison - la justice a scandaleusement épargné les commanditaires

# PÉROU

---

présupposés du crime. Bénéficiant d'un habeas corpus inattendu, l'ancien maire de Pucallpa (Centre-Est) Luis Valdez Villacorta et le conseiller municipal Solio Ramirez Garay ont profité de leur libération, en avril, pour s'éclipser. Condamnés en appel à dix-

sept ans de prison pour l'assassinat, en 2004, du journaliste Antonio de la Torre Echeandia, l'ancien maire de Yungay (Ouest) Amaro León León et deux hommes de main ont été libérés, le 20 juillet, sur ordre de la Cour suprême d'Ancash.

## URUGUAY

---

*Superficie : 176 220 km<sup>2</sup>.*

*Population : 3 463 000.*

*Langue : espagnol.*

*Chef de l'Etat : Tabaré Vázquez.*

---

Si les médias jouissent, dans l'ensemble, d'une relative liberté, les journalistes se heurtent encore à des entraves lorsqu'ils enquêtent sur les violations des droits de l'homme commises sous la dictature militaire. Par ailleurs, la Cour suprême a rendu un verdict défavorable à la liberté d'expression.

Aucun média saccagé ou censuré, une seule agression et de très rares menaces contre des journalistes. L'Uruguay tient, une fois encore, sa réputation de "Suisse de l'Amérique latine", en tout cas pour la liberté de la presse. Néanmoins, si le pays commence tout juste à solder le douloureux passé de sa dictature militaire (1973-1985), l'armée ne semble pas encore disposée à laisser la presse l'approcher de trop près.

En octobre 2006, Alfonso Lessa, collaborateur de la chaîne *Canal 12* et du quotidien *El País*, spécialiste de la dictature, a reçu des menaces de mort écrites émanant d'un "militaire d'active". Ces menaces suivaient de près des prises de position du journaliste en faveur de la récente ouverture d'informations judiciaires contre des militaires et des policiers responsables de violations des droits de l'homme, et surtout contre le général Gregorio Álvarez, général en retraite imposé comme président de la République par l'armée entre 1981 et 1985.

Journaliste d'investigation pour la chaîne *Canal 10*, Eduardo Preve a été mystérieusement cambriolé, malgré la présence de deux policiers en faction au

bas de son immeuble, le 26 mars à Montevideo, après avoir reçu des documents confidentiels de l'armée relatifs au Plan Condor, qui fédérait les services de renseignements militaires de six dictatures latino-américaines dans les années 70. Le journaliste avait révélé que des collaborations douteuses s'étaient poursuivies entre ces services après la fin des dictatures.

L'autre problème posé à la presse uruguayenne tient à une législation qui n'a toujours pas dépénalisé les délits de presse. Ainsi, le 18 mai, Gustavo Escanlar Patrone, lui aussi de la chaîne *Canal 10*, a été condamné en première instance à trois mois de prison pour "injure", pour s'être moqué d'un patron de presse, lors d'un talk-show. Plus étonnant encore, la Cour suprême s'est désavouée elle-même en confirmant, le 18 septembre, la condamnation à cinq mois de prison avec sursis de Carlos Dogliani, ancien journaliste de l'hebdomadaire *El Regional* (aujourd'hui disparu), pour "diffamation" envers un élu. Le journaliste avait pourtant été relaxé en appel, mais la Cour a estimé que la protection de l'honneur primait sur la liberté d'expression. Elle avait dit le contraire dans une affaire du même type en 1997.

# VENEZUELA

Superficie : 910 050 km<sup>2</sup>.

Population : 26 749 000.

Langue : espagnol.

Chef de l'Etat : Hugo Chávez.

**Un journaliste a été tué par un faux policier lors d'une manifestation et une vingtaine d'autres ont été agressés, surtout à l'approche de la présidentielle du 3 décembre. Les relations entre le pouvoir et la presse privée restent tendues, même si les procédures judiciaires engagées contre des journalistes n'aboutissent que rarement.**

Année électorale, qui s'est soldée, le 3 décembre, par une écrasante victoire du président sortant Hugo Chávez, 2006 laissait présager une recrudescence des tensions entre le gouvernement bolivarien et les médias privés, dont beaucoup ont soutenu le putsch du 11 avril 2002. Quatre ans après, les tensions demeurent vives, mais le bilan est meilleur qu'attendu, en dépit de la mort d'un journaliste et d'une vingtaine d'agressions.

L'arsenal législatif promulgué en 2004 et 2005 par le gouvernement d'Hugo Chávez, très restrictif pour la liberté de la presse, a commencé à entrer en application alors qu'il avait précédemment peu servi. Le 23 janvier 2006, la justice de Caracas a ordonné une mesure conservatoire pour "obstruction à la justice" contre dix médias, dont les deux chaînes publiques *Canal Metropolitano* et *Venezolana de Televisión*, leur interdisant d'émettre la moindre information concernant l'enquête sur l'assassinat, en novembre 2004, du magistrat Danilo Anderson et de citer le nom d'un témoin clé de l'affaire. La mesure judiciaire s'appuyait sur la fameuse Loi de responsabilité sociale des médias audiovisuels du 24 novembre 2004, qui punit le média contrevenant d'une retenue de 1 à 2 % de ses recettes de l'année précédente. L'appel interjeté par le Syndicat national des travailleurs de presse a été rejeté le 14 février.

Encore plus controversée, la Loi de réforme du code pénal du 16 mars 2005, qui aggrave notamment les peines pour outrage envers une autorité ou une institution publiques, a davantage servi à avertir qu'à condamner. La loi a été appliquée pour la première fois contre Ibeyise Pacheco, du quotidien *El Nacional*, virulente opposante du gouvernement. La journaliste avait fait état de l'usurpation présumée d'un diplôme d'avocat par un militaire. Après avoir adressé des excuses à l'intéressé, Ibeyise Pacheco, condamnée et assignée à résidence le 15 mars, a été libérée une semaine plus tard. Les

poursuites engagées contre elle pour "faux témoignage", lorsqu'elle avait évoqué dans ses colonnes un "complot contre des opposants" ourdi depuis le palais présidentiel de Miraflores, ont été abandonnées, faute de "respect suffisant des droits de la défense". Le 16 mai, la justice a également annulé la procédure pour "outrage" ouverte, contre l'ancien chroniqueur de la chaîne *Venevisión* Napoleón Bravo, passé depuis sur *Unión Radio*. Le procureur général de la République, Isaías Rodríguez, a même saisi dans la foulée le Tribunal supérieur de justice d'un recours en inconstitutionnalité portant sur vingt-cinq articles du nouveau code pénal. La réponse est toujours en suspens.

Par ailleurs, la lutte contre l'impunité a marqué un point avec l'arrestation du trafiquant de drogue Ceferino García, commanditaire présumé de l'assassinat, le 1er septembre 2004 à Maturín (Nord-Est), de Mauro Marcano, animateur de la station *Radio Maturín* 1.080 AM et chroniqueur du quotidien *El Oriental*. L'enquête a néanmoins épargné de hauts responsables policiers et militaires de l'Etat de Monagas, suspectés de liens avec le narcotrafic.

L'apaisement au niveau judiciaire contraste néanmoins avec la violence ordinaire contre les journalistes. La campagne électorale a donné lieu, en fin d'année, à une vingtaine d'agressions et de manœuvres de censure contre des journalistes, tant de la part de partisans d'Hugo Chávez que de son adversaire, le gouverneur de l'Etat de Zulia (Nord-Ouest) Manuel Rosales.

Plus généralement, les journalistes font les frais d'une insécurité toujours élevée. Photographe du quotidien *El Mundo* à Caracas, Jorge Aguirre a été assassiné, le 5 avril, par un homme en uniforme à quelques mètres d'une manifestation. Un ancien policier, qui prétendait être encore en fonction, a été rapidement arrêté.